Jacques-Olivier BOUDON, *Napoléon et les cultes. Les religions en Europe à l'aube du XIX^e siècle (1800-1815)*

Natalie Petiteau

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/10829>

DOI : 10.4000/ahrf.10829

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2003

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Natalie Petiteau, « Jacques-Olivier BOUDON, *Napoléon et les cultes. Les religions en Europe à l'aube du XIX^e siècle (1800-1815)* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 333 | juillet-septembre 2003, mis en ligne le 07 décembre 2009, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/10829> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.10829>

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2022.

Tous droits réservés

Jacques-Olivier BOUDON, *Napoléon et les cultes. Les religions en Europe à l'aube du XIX^e siècle (1800-1815)*

Natalie Petiteau

RÉFÉRENCE

Jacques-Olivier BOUDON, *Napoléon et les cultes. Les religions en Europe à l'aube du XIX^e siècle (1800-1815)*, Paris, Fayard, 2002, 368 p., ISBN 2-213-61414-8, 20 €.

- 1 Voilà un ouvrage qui contribue à redonner ses lettres de noblesse à l'histoire de l'Empire. Tout en soulignant que ce régime n'est pas que la guerre, il rappelle que cette période doit se lire dans un cadre européen. Car le gouvernement napoléonien est tout à la fois initiateur du retour à la paix religieuse et « fondateur d'un nouveau mode de relations entre les sociétés européennes et la religion ». Jacques-Olivier Boudon montre de surcroît comment la restauration religieuse s'inscrit dans le cadre d'un programme de modernisation des sociétés européennes. Tout en introduisant des réformes prenant en compte la philosophie des Lumières, Napoléon a toujours considéré les religions comme nécessaires à la solidité des États. Ce travail examine donc comment ont été repensés, entre 1800 et 1815, dans l'ensemble de l'Europe, les rapports entre religions et société.
- 2 Une première partie fait le bilan de l'état des religions au début du XIX^e siècle et examine donc le retour à la paix religieuse. Le catholicisme domine l'Europe méditerranéenne et centrale, mais dans des États qui ne sont pas sans lutter contre la centralisation romaine. Or là où les Églises locales manifestent une volonté d'indépendance à l'égard de Rome, il y a souvent tentative pour introduire une certaine tolérance religieuse. La Révolution induit d'ailleurs les débuts de la laïcisation de l'État, tandis qu'elle favorise la déchristianisation, en France comme aux Pays-Bas, en Belgique, en Rhénanie ou en **Italie**. **Lorsqu'il** prend le pouvoir, Bonaparte trouve une

Église divisée entre les prêtres constitutionnels et les prêtres réfractaires, dont la cohabitation est loin d'être toujours pacifique : quoi qu'il en soit, les églises n'ont pas eu besoin d'attendre la signature du Concordat pour accueillir de nouveau les fidèles. L'un des mérites de ce livre est de repérer tous les signes manifestant la vitalité religieuse qui subsiste en France au début du Consulat et d'analyser les mouvements de retour des Français vers les autels, tout en observant comment, à l'inverse, d'autres se sont habitués bien aisément à vivre sans prêtre. C'est avec pertinence que l'auteur pose la question de la religion de Bonaparte et de son entourage : refusant la thèse de l'athéisme du Premier Consul, il souligne que Napoléon a toujours été obnubilé par la question de l'existence de Dieu, à laquelle il ne répond jamais négativement. Par ailleurs, influencé notamment par Rousseau, il a toujours vu dans la religion un élément nécessaire à tout « contrat social », lequel doit également être fondé sur un pluralisme religieux. Quant aux Idéologues dont Bonaparte est initialement proche, s'ils sont conscients de l'utilité sociale des religions, ils n'approuvent pas pour autant le Concordat car ils sont hostiles à la puissance du clergé. Ils désapprouvent également le fait que les projets concernant les lycées n'aillent pas assez dans le sens de la laïcisation. De même, l'armée, autre « berceau de Bonaparte », est anticléricale. Les négociations relatives au Concordat montrent clairement comment Bonaparte et son entourage politique - Talleyrand en particulier - imposent des vues qui ne sont pas soumises aux volontés des représentants du Saint-Siège, notamment pour que la religion catholique soit déclarée religion « de la grande majorité des citoyens français », ou pour obtenir la démission de l'ensemble des évêques. Refusant de reconnaître au catholicisme le statut de religion d'État, reconnaissant l'existence des Églises protestantes, le nouveau régime fonde ainsi un État laïque qui se refuse à affirmer une vérité en matière religieuse. Mais cette laïcité trouve ses limites dans la cérémonie du sacre par exemple, même si elle est œcuménique et même si Napoléon y procède à un autocouronnement.

- 3 La deuxième partie de l'ouvrage traite de la mise en œuvre du Concordat en France. Celle-ci passe avant tout par la création d'une administration des Cultes, à la tête de laquelle est placé Portalis, un homme des Lumières mais dépourvu de toute prévention contre le catholicisme. Il contribue à une recomposition de l'épiscopat qui répond à une claire volonté de fusion des deux clergés : la volonté de rallier l'ancienne aristocratie au régime conduit à nommer des prêtres issus de l'ancienne noblesse. Toutefois, la sociologie des évêques et des vicaires révèle que nombre d'entre eux souhaitent le développement d'une théologie contre-révolutionnaire. Sur le plan de l'organisation spatiale, la nouvelle carte des diocèses est assez largement calquée sur les départements, la plupart des diocèses recouvrant une ou deux de ces circonscriptions. La carte des paroisses ne demeure stable que dans l'Ouest breton, le pays basque, la région lyonnaise et les Alpes : ailleurs, d'importantes suppressions sont à relever. Quant à la carte des consistoires, elle est sans réelle homogénéité puisque chacun d'eux doit rassembler 6 000 fidèles : on compte ainsi pour le seul département du Gard 17 consistoires. L'observation de la pratique religieuse révèle les effets de la déchristianisation accentuée par la Révolution : la communion pascale est bien davantage boudée que la messe. Mais les dévotions populaires demeurent vivaces, la pratique religieuse demeurant d'ailleurs plus forte dans les campagnes que dans les villes, tandis qu'un renouveau du culte s'observe aussi parmi les protestants.
- 4 La troisième partie analyse la religion en tant que garante de l'ordre social. Elle est notamment à la base de l'instauration d'une « monarchie chrétienne », ce qui se

manifeste particulièrement lors du sacre, cérémonie civile, en fait, mais qui reçoit un habillage religieux. Lautocouronnement auquel il est alors procédé signifiant que Napoléon ne tient pas son pouvoir de Dieu. Mais parallèlement se multiplient les cérémonies officielles qui, en affichant un caractère religieux, visent à manifester l'identité chrétienne de la nouvelle monarchie, le clergé étant par ailleurs incité à soutenir de ses écrits la politique impériale. De plus, l'État veille désormais à aider à la formation du clergé, en encourageant notamment le développement des séminaires diocésains. De même, les congrégations religieuses connaissent un nouvel essor, le gouvernement veillant particulièrement à encourager le retour des religieux et religieuses voués à l'assistance aux malades, à la charité ou à l'enseignement. Quant aux ordres missionnaires, ils doivent permettre de limiter l'influence anglaise à travers le monde. Cette politique d'apaisement et même de renaissance religieuse trouve cependant ses opposants dans la Petite Église formée par les évêques qui refusent de donner leur démission, comme l'exigeaient les clauses du Concordat : particulièrement active dans les diocèses de La Rochelle, de Poitiers ou de Rouen, elle est aussi présente à Lyon par exemple. A partir du moment où la religion doit se faire garante de l'ordre social, il importe que la communauté juive soit prise en compte dans ces tentatives d'apaisement. Cela n'allait pas de soi, car Napoléon lui-même a eu des propos très durs contre ce qu'il a nommé « la nation la plus vile », en manifestant un antisémitisme de type économique. La réunion, en 1807, du Grand Sanhédrin, institution qui avait disparu depuis l'Antiquité, aboutit à intégrer les Juifs à l'État par les décrets de mars 1808 et à leur imposer de pratiquer le prêt à des taux non usuriers. Les Juifs deviennent des citoyens à part entière, en France comme dans le reste de l'Europe napoléonienne.

- 5 La quatrième partie envisage l'exportation du modèle concordataire. En Italie, les mesures françaises sont adoptées, mais sans que se dessine en ce domaine une réelle unité. Le paysage religieux italien se trouve en tout cas modifié par la politique menée contre les congrégations. En Allemagne, le recès de 1803 efface le principe *cujus regio, ejus religio*, et établit une liberté de conscience à la française, ce qui fait que cet espace demeure pluriconfessionnel. Mais les tentatives pour établir sur le catholicisme allemand un Concordat semblable à celui qui régit la France échouent. Et à la volonté napoléonienne d'utiliser l'attachement à la religion comme garant de l'ordre social s'oppose l'attitude des populations puisant dans la religion des motifs de résistance : cela est particulièrement vrai en Espagne où se déroule une véritable lutte entre l'armée française et le clergé espagnol. Il en va de même au Tyrol, en Allemagne ou en Italie. Même en Pologne, l'Église n'est pas sans réticences. Quant à l'Irlande, elle ne peut qu'être déçue de l'absence d'aide financière.
- 6 Une dernière partie examine la crise religieuse, nouée notamment lorsque Pie VII a pu constater que son pouvoir temporel ne dépendait plus guère que du bon vouloir de Napoléon. Il achève de perdre ce pouvoir lorsque, le 17 mai 1809, les États pontificaux sont annexés à la France. Avec la captivité du pontife s'affirme plus que jamais le pouvoir de l'empereur des Français sur l'Église catholique, ce qui permet le renforcement d'un gallicanisme d'État. Une commission ecclésiastique réunie en novembre 1809 conclut même à la nullité de la bulle qui excommunie Napoléon. Néanmoins, le concile de 1811 laisse apparaître une opposition de la part de certains évêques à la politique menée à rencontre de Pie VII. Napoléon y obtient pourtant une majorité pour réformer les règles de l'investiture canonique. En fait, l'attitude à l'égard du clergé est révélatrice de l'évolution du régime : à partir de 1809, celui-ci est de plus en plus l'objet d'un contrôle policier. Cela n'empêche pourtant pas le développement

d'une opposition religieuse, notamment par la constitution, à l'instigation du comte Mathieu de Montmorency, d'un réseau clandestin placé au service du pape et aboutissant à la structuration de la société des Chevaliers de la Foi. L'échec à résoudre définitivement la question religieuse, en dépit du Concordat de Fontainebleau imposé par la contrainte à un souverain pontife prisonnier de l'empereur, s'inscrit en réalité dans la crise finale de l'Empire et montre combien Napoléon perd le contrôle des jeux politiques et militaires.

- 7 Reste que l'Empire a bien enraciné les préceptes de la laïcité et du pluralisme religieux. Et sur ces points essentiels, l'influence des années 1800-1815 ne s'est pas fait sentir qu'en France. C'est l'un des grands mérites de ce livre que de replacer la politique religieuse de Napoléon dans un espace européen et dans un temps qui ne s'arrête pas à Waterloo. Excellent connaisseur de l'histoire de tous les courants religieux, Jacques-Olivier Boudon a finalement livré là un ouvrage extrêmement complet, clair et précis sur un sujet qui, il le démontre amplement, n'est nullement marginal.